Le pouvoir aux travailleurs

16 Septembre 2017

N° 236

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

ÉDITORIAL :

- PENDANT QUE LES POSSÉDANTS SE FROTTENT LES MAINS … …….. 2 - 3

- LA SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE DEPUIS LES MUTINERIES DE SOLDATS ET LA GRÈVE DES FONCTIONNAIRES ! ……..... 4 - 11

- RENTREÉ SCOLAIRE DIFFICILE POUR LES PARENTS À FAIBLES REVENUS ……..……..... 12

- RENTRÉE SCOLAIRE : L'ÉTAT RÉPRIME LA MANIFESTATION CONTRE LES FRAIS D'INSCRIPTION …… 12 - 13

- L'INSÉCURITÉ : UNE DES CONSÉQUENCES DE L'AGGRAVATION DE LA MISÈRE …….... 13 - 14

- GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE L'AGENCE EMPLOI-JEUNES ……. 15

- LES EXPLOITEURS ! …….. 15

- DARLING : IL EST TEMPS QUE LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE ……..… 16

- CARENA : LES TRAVAILLEURS DE RMO RÉCLAMENT LEURS DROITS.. 16 - 17

E d i t o r i a l

PENDANT QUE LES POSSÉDANTS SE FROTTENT LES MAINS …

C'est avec fierté que le ministre de l'Economie a présenté les prétendues performances économiques de son gouvernement devant un parterre de représentants des grandes institutions financières et des capitalistes.

Selon le document qui leur a été présenté, il est dit que le taux de croissance de l'économie ivoirienne est de 9% en moyenne depuis 2012 ; qu'en ce qui concerne le secteur du bâtiment et des travaux publics, ce taux de croissance serait passé de 12 % en 2011 à 25,8% en 2015 ; que la production des cultures industrielles (café, cacao, hévéa, palmier à huile, coton, anacarde) a augmenté de 50% entre 2010 et 2015 ; que la production vivrière a aussi augmenté de 50% au cours de la même période ; que la production de l'électricité a progressé de 36,5 % ; que le nombre de médecins par habitant a augmenté de 100% (passant de de 0,63 à 1,38 médecins pour 10.000 habitants entre 2010 et 2015 ; que la quasi-totalité des 31 chefs-lieux de région sont alimentés en eau potable.

À croire ces gens-là, tout va très bien dans ce pays et tous les habitants profitent des bienfaits de leur croissance. Mais pour ceux qui produisent toutes ces richesses, à savoir les travailleurs, les petits employés, et les petits paysans, eux ils continuent de vivre dans la misère. Leur sort ne cesse de s'aggraver depuis 30 ans.

La croissance moyenne de 9% affichée depuis 2012 s'est-elle traduite par au moins autant d'augmentation sur les fiches de paie des ouvriers ? Bien sûr que non. Au niveau du bâtiment et des travaux publics, la situation des travailleurs ne s'est pas plus améliorée. Là où elle l'est, c'est uniquement au travers des luttes qu'ils l'obtiennent. Même là, le plus souvent, c'est le temps que dure un chantier. Ils sont ensuite obligés de reprendre la lutte sous peine de retrouver leur situation antérieure.

La grande majorité de la population ne mange pas plus de produits vivriers depuis 2010, tellement la vie est devenue chère.

L'augmentation de production des cultures industrielles de 50 % n'a pas permis d'améliorer la vie des ouvriers agricoles et des petits paysans. Les prix bord-champ ont globalement chuté, les rendant encore plus pauvres, en

contrepartie d'un travail plus grand. Ils ne disposent plus de temps pour se consacrer à un potager afin de satisfaire leurs propres besoins en production vivrière, ce qui les rend encore plus pauvres et plus vulnérables aux aléas de la spéculation mondiale.

La qualité de l'électricité distribuée dans les quartiers pauvres d'Abobo et de Yopougon ne s'est pas améliorée ; il y a autant de coupures de courant qu'avant.

L'eau potable n'est pas plus accessible dans les bas quartiers d'Abobo et de Yopougon. Il y a des familles qui dépensent autant d'argent pour accéder à l'eau que pour leur loyer, sachant qu'un bidon de 25 litres leur est le plus souvent livré à 100 Fr par les vendeurs ambulants.

Sur le plan de la santé publique, le bas revenu des travailleurs ne leur permet pas aujourd'hui un meilleur accès à la santé qu'en 2010, même si le gouvernement affirme que le nombre de médecins et de centres de soins publics a augmenté.

C'est cette réalité-là que vit l'écrasante majorité de la population pendant que nos gouvernants se vantent de leurs « *performances* ». Nous vivons dans un monde capitaliste. C'est un système ignoble bâti autour de la recherche du profit à tout prix pour la minorité de ceux qui possèdent des capitaux. Toute l'économie mondiale fonctionne selon cette même logique, la Côte d'Ivoire ne constitue qu'un petit maillon de cette chaine qui étrangle toute la planète.

Partout dans le monde, ceux qui produisent les richesses, ceux qui font tourner les machines, ceux sans qui rien ne fonctionnerait, sont à la merci de ceux qui les exploitent, de ceux qui possèdent les capitaux et qui ont droit de vie et de mort sur des dizaines, des centaines de millions de personnes. Mais ce n'est pas une fatalité. Le monde ne peut pas tourner de la sorte indéfiniment.

Le sort des travailleurs et de l'ensemble des exploités dépend d'eux-mêmes, de leur capacité de s'organiser, de lutter pour renverser le système capitaliste. L'avenir de la société est dans la mise en commun de toutes les richesses et les moyens de production pour qu'enfin l'économie tourne non plus en fonction des besoins de la minorité de parasites et d'exploiteurs mais pour le bien commun de la grande majorité.

LA SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE DEPUIS LES MUTINERIES DE SOLDATS ET LA GRÈVE DES FONCTIONNAIRES

Depuis l'accession au pouvoir de Ouattara, la Côte d'Ivoire a connu une période de reprise économique. Les chiffres de la croissance économique ont même frôlé les deux chiffres. Les tenants du pouvoir ont fait miroiter « *l'émergence à l'horizon 2020* », mais les travailleurs et les populations pauvres n'ont pas bénéficié des retombées de cette relative prospérité économique.

Sur le plan politique, le pouvoir en place a joui globalement d'une stabilité relative après des années de guerre civile. L'administration s'est déployée partout.

Tout semblait donc aller pour le mieux pour le régime en place. Jusqu'à ce que, patatras, la révolte éclate chez les militaires, ponctuée par une grande grève des fonctionnaires. Sans compter les bagarres au sein de la coalition au pouvoir, le RHDP, en vue des échéances électorales de 2020. Tout ceci vient mettre à nu la fragilité de l'édifice.

La prospérité économique ne profite qu'aux riches

Le secteur du bâtiment et des travaux publics, même s'il commence à s'essouffler, a été l'un des moteurs de cette reprise. D'abord, il s'agissait de remettre sur pied les infrastructures en état de dégradation car le pays venait de sortir d'une crise militaro-politique. Il en fallait aussi de nouvelles pour rattraper le retard pris. Ainsi des ponts, des échangeurs, des autoroutes ont été construits. Devant la pénurie de logement estimée par le gouvernement à 60.000 logements par an, des chantiers de construction de maisons d'habitation et d'immeubles se sont multipliés.

Le gouvernement a annoncé récemment la construction d'un train urbain dénommé « *métro d'Abidjan* ». Et selon les dires des autorités, le démarrage des travaux est imminent.

La demande de terrains industriels est telle qu'à Yopougon, une superficie de près de 1000 ha, a été mise en valeur, pour accueillir une nouvelle zone industrielle moderne. Dans la ville de Grand Bassam, à une cinquantaine de kilomètres au sud d'Abidjan, un espace de 180 ha est en cours de travaux pour être transformé en zone franche et accueillir des entreprises liées aux « *nouvelles technologies* ».

La pression immobilière est telle que le gouvernement a « *déguerpi* » des populations pauvres installées sur des sites dits à risque afin de mettre ces terrains à la disposition des promoteurs immobiliers.

La multiplication d'appartements luxueux dans les quartiers huppés, la prolifération des voitures de grosse cylindrée dans les rues de la capitale, l'augmentation du nombre de centres commerciaux et la construction d'hôtels de luxe pour satisfaire les

besoins d'une clientèle aisée, attestent d'une embellie des affaires pour les classes riches.

Pour les travailleurs et l'ensemble des populations pauvres, la situation ne cesse de se dégrader. De fait, les attaques des riches contre les pauvres ne se sont jamais arrêtées. La population pauvre a subi des augmentations énormes des loyers, du prix du transport, des prix des denrées et des produits de premières nécessités tels que le riz, l'huile, etc.

En 2013, après 25 années de blocage des salaires, le gouvernement a procédé au passage du Smig de 36.000 à 60.000 F CFA. Il a eu le culot de présenter cela comme un cadeau représentant la part de croissance en faveur des travailleurs alors que c'est totalement dérisoire comparée au coût de la vie qui n'a cessé de s'accroitre. Néanmoins, même pour que ce nouveau Smig entre réellement en application dans certaines entreprises, il a fallu que les travailleurs se mobilisent et se mettent en grève.

Les travailleurs souffrent des bas salaires mais aussi de la dégradation continuelle des conditions de travail du fait de la généralisation du travail précaire. La grande majorité d'entre eux sont devenus des journaliers à vie.

Le renchérissement du coût de la vie a fait naître une grogne palpable au sein de la population pauvre. Pour calmer cette grogne, le gouvernement a tenté de faire porter le chapeau aux petits commerçants. Il a fait tout un battage médiatique sur sa prétendue volonté de lutter contre la vie chère en rendant par exemple l'affichage obligatoire des prix comme s'il suffisait que les commerçants affichent les prix pour qu'ils soient tout à coup accessibles aux populations. Il y a eu également quelques opérations médiatisées de contrôle de prix ainsi que des instruments de mesures chez le petit détaillant. Des émissions télé ont été mises sur pied pour expliquer aux populations l'évolution des prix. Toutes ces mesures ont en commun de ne pas toucher aux intérêts des grands capitalistes qui sont pourtant les vrais responsables du renchérissement du coût de la vie.

Le coup de colère des soldats du rang ainsi que la grève importante dans la fonction publique sont une des conséquences directes de la dégradation des conditions de vie des couches pauvres.

Les mutineries à répétition ont fait trembler le pouvoir

Le 6 janvier dernier, environ 8.400 soldats de l'armée régulière se sont mutinés dans plusieurs villes. Ce sont des soldats des Forces Nouvelles, ex-rébellion du Nord, qui ont été enrôlés dans l'armée régulière après l'arrivée de Ouattara au pouvoir.

Ils revendiquaient une prime de 12 millions de F CFA qui leur aurait été promise par le couple Soro-Ouattara, s'ils parvenaient à faire partir Gbagbo du pouvoir. Ils exigeaient aussi la revalorisation de leurs salaires, la réduction du temps de passage au

grade supérieur, un logement pour chacun d'eux.

Face à l'ampleur de la mutinerie, le gouvernement a cédé à leur revendication. Il leur a été versé 5 millions F CFA séance tenante (soit quatre ans de salaire moyen d'ouvrier) et le reliquat devrait leur être versé en tranche d'un million F CFA par mensualité à partir du mois de mai.

En cédant rapidement aux revendications des soldats en colère, le pouvoir venait d'ouvrir la boîte de pandore. D'autres soldats, d'autres corps (gendarmes, ex-FDS, pompiers, personnel pénitentiaire, douaniers, etc.) se sont mis eux aussi dans la danse. Là, le gouvernement n'a rien voulu céder et a usé du bâton. Il y a eu des affrontements à Yamoussoukro et à Abidjan; ces manifestations ont officiellement fait 4 morts.

La situation semblait maîtrisée lorsqu'en février éclate une nouvelle mutinerie, celle des soldats des « *forces spéciales* » estimés à 2.600 éléments, censés être l'élite de l'armée. Ils ont fait monter les enchères en réclamant 17 millions de francs pour eux tous.

Le gouvernement a essayé d'éteindre le feu rapidement en leur promettant le versement de la somme. Mais pour faire mine de montrer qu'il ne tremble pas devant la rébellion, il a prétendu qu'il n'a rien cédé. Les journalistes qui ont ébruité cette affaire ont été jetés en prison et n'ont été libérés que grâce à la mobilisation de leurs collègues de la presse.

Au mois de mai, le pays a de nouveau été secoué par une autre mutinerie. L'accord conclu avec les soldats mutins suite à leur mouvement de janvier arrivait à échéance et le gouvernement avait affiché son refus de respecter ses engagements. Ainsi, le 11 mai, la plupart des camps militaires (Bouaké, Abidjan, Korhogo, Odienné) sont entrés en ébullition.

Dans un premier temps, le pouvoir, a voulu utiliser la fermeté en menaçant les mutins de représailles des plus sévères, mais c'est l'effet contraire qui s'est produit.

Le 14 mai, le gouvernement annonce l'envoi de troupes sur Bouaké dans le but de mater les mutins, mais cette fameuse troupe de répression n'y arrivera jamais.

Devant l'échec de la tentative de répression, le pouvoir s'est vu obligé de revenir à de meilleurs sentiments. Ouattara a aussitôt débloqué les sous par virement bancaire, à raison de 5 millions de francs par tête aux 8.400 mutins et a promis de payer 2 autres millions dès le mois de juin.

Il faut noter aussi le cas des ex-rebelles dits démobilisés. Ils sont des dizaines de milliers, aujourd'hui dans la nature, dont beaucoup se sont recyclés en coupeurs de routes et en bandits de grands chemins. Certains d'entre eux se sont mis en mouvement dans différentes villes du pays du 22

au 23 mai en réclamant leur part de butin par le versement de 12 millions de Francs CFA. Contre ces derniers, le pouvoir d'Abidjan a usé de la force. À Bouaké les affrontements avec la police et la gendarmerie ont fait 4 morts et plus d'une dizaine de blessés parmi les démobilisés.

C'est par crainte d'autres mutineries que Ouattara s'est empressé de signer de nombreux décrets en faveur des hommes en armes, même à ceux qui n'ont encore pas bougé. Parmi ces décrets, on peut citer notamment le relèvement des baux de tous les « *corps habillés* » de 20.000 Fr par mois, y compris pour les paramilitaires ; un décret aussi au bénéfice des surveillants des prisons qui toucheront dorénavant une « *indemnité de risque* » comprise entre 80.000 Fr et 125.000 Fr par mois, ainsi qu'une « *indemnité de suggestion* » entre 40.000 Fr et 75.000 Fr par mois.

Un nouveau ministre de la Défense a été nommé en la personne d'Hamed Bakayoko, un fidèle parmi les fidèles de Ouattara. Toujours est-il que quelques jours seulement après le changement de ministre, l'école de police a subi une attaque par des individus non identifiés. Des armes ont été emportées. Et depuis, la série d'attaques éclairs de brigades de gendarmerie et de commissariats de police s'allonge. Il y a eu le cas de la brigade de gendarmerie d'Azaguié le 22 juillet, ensuite le 28 c'était au tour de la brigade de Fresco. Le 04 août, le commissariat d'Adzopé a été à son tour attaqué et le 03 Septembre c'était la Gendarmerie de Songon. Et à chaque fois, des armes ont été emportées.

Pour ne pas arranger les choses, s'ajoute à cela les évasions en cascade dans les prisons. En l'espace d'un mois, il y en a eu quatre. Le 6 Août, cinq prisonniers ont réussi à s'échapper de la prison de Gagnoa. Deux jours plus tard, c'est au Palais de justice d'Abidjan qu'une vingtaine de prisonniers ont pu prendre la clé des champs non sans avoir maitrisé les agents de sécurité. Le 20 Août à Aboisso, cinq prisonniers se sont enfuis. Le 3 Septembre à Katiola, ce sont 96 autres qui ont pu disparaitre dans la nature.

Qui sont ces évadés ? Sont-ce des soldats ou ex-rebelles ou leurs amis incarcérés après les mutineries ? Vraisemblablement, ils ont bénéficié d'une certaine complicité parmi le personnel pénitentiaire pour s'échapper avec une telle facilité. Jusqu'ici, les autorités n'ont révélé aucun détail sur cette question.

Tout dernièrement, lors du congrès du RDR qui s'est tenu le 10 septembre, Ouattara a déclaré détenir des preuves contre des pro-Gbagbo en exil qui seraient à la base des récentes attaques contre les commissariats. Il cherche sans doute des boucs émissaires ailleurs.

Visiblement, Ouattara n'est pas au bout de ses peines pour venir à bout des mécontentements de ses

propres forces de l'ordre et de répression.

La grève dans la fonction publique a fait reculer le pouvoir

Cette année a été marquée par une grande grève des fonctionnaires. Cet important mouvement de colère a été plus ou moins masqué par la rébellion des soldats et est resté au second plan de l'actualité sociale.

Le gouvernement se sentant tout permis face aux travailleurs, a cru être dans son bon droit de s'en prendre aux retraites des fonctionnaires. En effet, leur pension de retraite devrait subir une baisse drastique alors que parallèlement la cotisation qu'ils payent tous les mois devrait subir une augmentation. L'objectif du gouvernement est de ramener la retraite dans le service public au niveau du secteur privé, au lieu de faire l'inverse. C'était la goutte d'eau de trop.

Dès le mois de janvier, face au refus du gouvernement de céder sur la question des retraites, les fonctionnaires sont entrés en grève. Elle a été largement suivie et a touché tous les secteurs de la fonction publique. Pour une fois depuis de nombreuses années, les employés de l'Etat ont été capables de surmonter leurs divisions corporatistes pour se dresser comme un seul homme. Ils ont profité de l'occasion que leur offrait ce mouvement pour avancer d'autres revendications restés sans suite depuis plusieurs années. Parmi elles, il y a l'intégration dans la Fonction publique des journaliers employés par l'Etat. En effet, de nombreux travailleurs ont un statut de journalier, aussi bien dans les hôpitaux que dans l'administration ou dans les écoles, alors que certains ont plusieurs années de service. Parmi les revendications, il y a les avancements catégoriels bloqués depuis plusieurs années, le paiement des arriérés de salaire.

Les grévistes ont tenu trois semaines. Dans un premier temps, les principaux secteurs touchés étaient ceux de l'Education et de la Santé. L'Administration a été certes touchée mais sans que cela ne paralyse l'appareil d'État ; le transport, les banques et les usines ont été épargnés.

Tant que les intérêts vitaux de la classe des riches n'étaient pas touchés, le gouvernement misait sur le pourrissement du mouvement. Mais lorsque les employés des régies financières c'est-à-dire des impôts et ceux de la douane se sont mis dans la danse, alors, le gouvernement et derrière lui les capitalistes, ont changé d'attitude. Le blocage administratif avait commencé à perturber l'économie et les affaires des capitalistes.

Sur les six points de revendication des grévistes, cinq ont été satisfaits. Les fonctionnaires ont repris le travail, mais ils ont maintenu la pression sur la revendication non satisfaite, c'est-à-dire les 249 milliards de F CFA d'arriérés de salaires, soit plus de 38 millions d'euros.

Finalement, au mois d'août dernier un accord a été trouvé entre le gouvernement et les syndicats. Le premier s'engageant à payer les fonctionnaires sur une échéance de 8 ans en échange d'une trêve sociale de 5 ans.

La chute du cours du cacao et l'arnaque de l'état contre les petits paysans

La chute actuelle du cours du cacao de plus de 30% impacte l'économie du pays car il en est le premier producteur mondial avec une production estimée à 2 millions de tonnes. Le cacao représente 50% des recettes d'exportations et 15% du PIB ivoirien ; environ six millions de personnes vivent autour de ce produit. On imagine bien les effets d'une telle baisse en termes de manque à gagner pour les caisses de l'Etat et en termes de revenu pour les paysans.

Ce qui fait chuter brutalement les cours mondiaux des matières premières, c'est la spéculation. Le cacao n'est pas en reste. Pendant ces quatre dernières années, son cours s'est maintenu à un niveau relativement élevé. Et tout d'un coup, depuis juillet 2016, la tendance est à la baisse.

En mars dernier, son prix à la bourse de Londres est tombé à 1192 F CFA le kilo alors que le prix de vente fixé par le Conseil Café Cacao de Côte d'Ivoire était de 1850 F CFA. Plus de 300.000 tonnes de cacao se sont alors retrouvées bloquées dans les ports faute d'acheteurs.

La solution trouvée par le gouvernement pour débloquer la situation était de baisser le prix d'achat « *bord-champ* » (c'est-à-dire directement sur le lieu de production) de 1100 F CFA à 700 F CFA pour faire supporter aux petits paysans la baisse du prix sur le marché mondial. Or, c'est prétendument pour les protéger contre les fluctuations des cours mondiaux que l'État avait mis en place une caisse dite de stabilisation. Pendant la période où le prix sur le marché mondial était élevé, un « *prix garanti* » (plus bas que le cours mondial) était versé aux paysans. Le surplus était thésaurisé dans la caisse de stabilisation. En cas de chute des cours mondiaux, cet argent devrait servir à compenser le manque à gagner aux paysans.

Lorsque le cacao marchait bien, la caisse a engrangé beaucoup d'argent. Mais lorsqu'il fallait, avec la chute du cours compenser le manque à gagner, l'argent s'était volatilisé. Ce fut aux paysans de supporter la baisse des cours. Toute l'affaire de stabilisation n'était rien d'autre qu'une escroquerie.

Luttes politiques en vue des élections de 2020

En octobre 2020, auront lieu les élections présidentielles. Trois ans avant cette échéance, la lutte de positionnement fait déjà rage. À l'intérieur du RHDP, la coalition au pouvoir actuellement, des dissensions

se font jour entre les deux principaux partis qui le composent, le RDR d'Alassane Ouattara et le PDCI de l'ex président Konan Bédié. En effet, depuis l'élection de 2010, le PDCI a joué le rôle de faiseur de roi en appelant ses militants à voter pour Ouattara au second tour face à Gbagbo. Ensuite en 2015, il n'avait pas présenté de candidat du tout et s'était contenté de soutenir celle de Ouattara. Le deal était qu'en échange de ce soutien, en 2020, le RDR s'efface et soutienne à son tour la candidature d'un membre du PDCI. Maintenant que l'échéance électorale approche, des voix s'élèvent au sein de la direction du RDR pour annoncer une prochaine candidature. Ce qui n'est pas du goût du PDCI qui a d'ores et déjà annoncé qu'il aura son candidat en 2020.

Au sein même du RDR, le parti de Ouattara, la guerre de succession a déjà commencé. Guillaume Soro, l'ex patron des Forces Nouvelles, allié de Ouattara pour le renversement de Gbagbo se voit en successeur direct de Ouattara. Sans attendre que ce dernier soit investi par son parti, ses proches annoncent sa probable candidature à la présidentielle de 2020. Il est en passe de rompre avec le RDR de Ouattara, car il a créé un mouvement à lui, l'UDS (Union Des Soroïstes) qui pourrait se transformer en parti politique en cas de rupture définitive. En représailles, ses hommes ont été chassés des ministères dont ils avaient la charge ainsi que des institutions étatiques. Ce dernier tente d'ailleurs de se rapprocher du PDCI de Konan Bédié.

Dans ce même RDR, d'autres crocodiles tels que Amadou Gon actuel Premier Ministre et Hamed Bakayoko, le ministre de la Défense n'entretiennent pas moins la même ambition que Guillaume Soro, celle de succéder à Ouattara au pouvoir. Mais il n'est pas dit que Ouattara lui-même ne soit pas intéressé de briguer un troisième mandat, même si là-dessus il ne s'est pas encore définitivement prononcé. Toujours est-il que de plus en plus de voix s'élèvent au sein de son parti pour le souhaiter.

Et puis, il y a la mouvance pro-Gbagbo qui a encore une forte assise dans la population mais qui est affaiblie car nombre de ses dirigeants se trouvent derrière les barreaux quand ils ne sont pas en exil. Parviendra-t-il à se reconstituer en force politique pour aller à l'assaut du pouvoir ? Ce qui est sûr, c'est que les uns et les autres ne manqueront pas de faire de la démagogie et des promesses de toutes sortes pour attirer des votes dans les classes populaires.

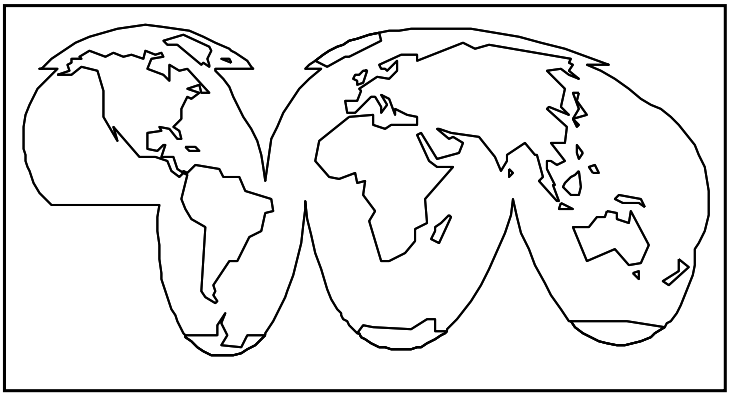
Dans leur soif du pouvoir, les clans en compétition sont capables de tout, y compris d'entraîner les populations dans un nouveau bain de sang. L'expérience du passé l'a déjà montré. Cela avait commencé par « *l'ivoirité* » de l'ex-président Bédié pour écarter Ouattara qui était alors son concurrent. Ensuite, les partisans de Gbagbo ont utilisé et exacerbé à leur profit les sentiments anti-burkinabé et anti-nordistes pour combattre Ouattara. Cela a eu comme conséquence la montée de la haine et des violences entre des ethnies qui

cohabitaient paisiblement depuis des générations. La partition du pays entre le Nord et Sud est aussi une des conséquences de la lutte pour le pouvoir entre ces deux clans rivaux.

Ce passé n'est pas si lointain et les cicatrices sont à peine fermées. Les crocodiles en compétition sont les mêmes ou presque. Eux ou leurs successeurs sont en train de fourbir leurs armes pour l'échéance électorale de 2020 et on peut compter sur leur inventivité en matière de démagogie pour assouvir leurs ambitions personnelles.

Pour tous ceux qui ont leur travail pour vivre, employés, chômeurs, petits paysans, petits marchands – l'écrasante majorité de la population - il est vital de rejeter toute démagogie ethniste. Dresser les uns contre les autres en fonction de leur origine ethnique est abject sur le plan humain avec les conséquences sanglantes que nous avons trop souvent eu l'occasion de subir. Et pour tous ceux de ce pays qui sont exploités et opprimés par la minorité capitaliste, laisser les divisions ethniques s'introduire dans nos rangs c'est nous affaiblir, c'est nous rendre incapables de combattre efficacement nos véritables ennemis, toutes ethnies confondues, ceux qui nous exploitent et nous oppriment. Il ne faut pas laisser les empoisonneurs, les cliques dirigeantes rivales nous empoisonner.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

RENTREÉ SCOLAIRE DIFFICILE POUR LES PARENTS À FAIBLES REVENUS

Le 11 septembre 2017, c'était la rentrée scolaire pour les élèves des écoles primaires, des collèges et lycées.

Si quelques écoles ont bien ouvert leurs portes, les parents et les élèves eux se font encore attendre. De ce fait l'écrasante majorité des écoles restent toujours fermées, faute d'élèves. C'est le même scénario devant les magasins et étables de vente de fournitures scolaires. Les commerçants désespèrent de ne pas voir les parents venir.

En Côte d'Ivoire, les parents vivent aux rythmes des fins de mois pour les salariés ou des traites agricoles pour les paysans.

Aussi les salaires et les revenus des parents sont insuffisants. Les parents sont obligés de s'endetter pour pouvoir envoyer leurs progénitures à l'école : certains auprès des banques, d'autres dans leurs entreprises et beaucoup avec des particuliers. Ce n'est pas étonnant que cette rentrée, qui est placée en milieu de mois et loin des traites agricoles, soit plus que timide.

C'est en octobre que l'essentiel des enfants de travailleurs et de paysans seront en mesure de prendre le chemin de l'école. C'est à cette période que la plupart des parents pourront faire face à certaines dépenses essentielles de la rentrée.

Mais madame la ministre, préfère fixer une rentrée qui lui convient à elle quitte à en écarter de fait ceux qui n'ont pas les moyens d'assurer la scolarité de leurs enfants.

RENTRÉE SCOLAIRE : L'ÉTAT RÉPRIME LA MANIFESTATION CONTRE LES FRAIS D'INSCRIPTION

Le 13 septembre dernier, des étudiants, à l'appel de la FESCI, (Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire) ont manifesté contre les frais d'inscription élevés et certains frais supplémentaires dans les lycées et collèges. Les forces de l'ordre ont violemment réprimé cette manifestation. Dans certaines vidéos qui ont fait le tour des réseaux sociaux, on peut voir un jeune homme en train d'être sauvagement battu par un groupe de policiers et laissé pour mort. Dans une autre vidéo, on voit un 4X4 des forces de l'ordre foncer à toute allure sur la foule comme un camion bélier avec une intention manifeste de tuer et qui va heurter un mur. La répression a fait des dizaines de blessés dont 3 par balle selon le Secrétaire Général de ce syndicat estudiantin.

L E U R S O C I E T E

Depuis quelques années, les frais d'écolage ont connu une forte augmentation. D'abord, il y a les inscriptions en ligne qui sont de 3.000 F pour les collèges privés et 6.000 F pour le public. Une fois à l'école, il faut encore payer pour s'inscrire. Si dans les établissements publics, cette inscription est moindre, ce n'est pas le cas dans le privé où de plus en plus d'élèves sont orientés vu que l'état construit de moins en moins d'écoles. Le parent d'élève doit faire face à des frais d'inscription qui oscille entre 40.000 F et 100.000 F en fonction des établissements. S'ajoute à cela d'autres frais supplémentaires comme les cotisations du COGES. Sans compter qu'après tout cela, il faut faire face aux fournitures scolaires, aux frais de transport etc.

Pour les « *Grandes écoles* », les préinscriptions s'élèvent à 10.000 F. Et une fois dans l'école, il faut payer des frais d'inscription autour de 100.000 F. Pour les universités publiques, à leur ouverture en 2012 après la rénovation, les inscriptions sont passées d'un seul coup de 6.000 F à 30.000 F pour le premier cycle, 60.000 F pour le second cycle et 90.000 F pour le troisième cycle.

La Ministre de l'éducation nationale, loin de vouloir régler cette situation, a affirmé suite à la manifestation des étudiants que ces augmentations « (…) *ne les concernent* (les étudiants) *en rien, à savoir, les droits d'inscription et les cotisations des COGES* » non sans avoir dit « *qu'il n'y a eu aucune augmentation des frais d'inscription* » et que les cotisations du COGES « *sont décidées et gérées par les parents d'élèves eux-mêmes selon les besoins de l'école* ». Elle a même déposé une plainte contre le secrétaire Général de la Fesci.

Un tel discours n'est que pure démagogie. Aujourd'hui, la hausse continue des frais d'écolage est une réalité à laquelle sont confrontés les parents d'élèves. Avec le niveau actuel des salaires des travailleurs, scolariser les enfants relève d'un véritable casse-tête.

Ces gens du gouvernement passent le clair de leur temps à crier à tout vent que l'école est leur priorité et qu'ils veulent la rendre obligatoire et gratuite. Mais sur le terrain c'est le contraire qui se passe !

L'INSÉCURITÉ : UNE DES CONSÉQUENCES DE L'AGGRAVATION DE LA MISÈRE

Depuis le 04 septembre dernier, la commune de Yopougon est investie par des forces de l'ordre dans le cadre de l'opération dénommée « *désinfection* ». Cette opération est lancée par les autorités pour soi-disant mettre fin au phénomène des « *microbes* », ces bandes de jeunes agresseurs qui sèment la désolation dans les quartiers populaires.

L E U R S O C I E T E

Les sous quartiers de Yopougon comme Sable, Siporex, Port-bouet 2, jusqu'au Koweit ont subi des descentes musclées d'unités de la police. À Siporex par exemple, l'opération s'est transformée en bagarres rangées entre les forces de l'ordre et la population car il y avait en même temps une opération de déguerpissement des trottoirs. La police a fait usage de gaz lacrymogène et de matraques. À plusieurs reprises, la circulation a été perturbée de sorte que les habitants de cette commune qui rentraient chez eux certains soirs, à leur descente, ont dû faire de longs trajets à pied en faisant de grands détours pour éviter les zones chaudes. Ainsi, cette opération s'apparenterait à une expédition punitive contre les populations pauvres, car il y a peu de temps, un policier a été égorgé par des prétendus « *microbes* » dans la même commune. Toujours est-il que la police a procédé à des arrestations en masse de jeunes gens. Le critère c'est d'être jeune avec un pantalon jean et avoir chaussé des lêkês (chaussures fermées en plastique). Les autorités, ont présenté dans les médias plusieurs images sur lesquelles on pouvait voir des centaines de jeunes mis torse nu assis à même le sol dans un commissariat. Elles ont aussi montré des jeunes gens avec des machettes et des haches en main. Sur certaines images, on voit des jeunes gens qui ont la main sur des tas de drogue emballés dans des sachets plastique, histoire de faire croire que des fumoirs ont été démantelés.

Il y a 5 mois, en vue de la préparation des jeux de la francophonie, le même type d'opération avait été lancé, c'était l'opération « *épervier* ». Des rafles ont été perpétrées dans plusieurs quartiers populaires comme Abobo, Yopougon, Attécoubé. Là encore, plusieurs jeunes ont été arrêtés et présentés dans les médias.

Ce genre d'opération a pour but de faire croire à la population que le gouvernement est décidé à mettre fin à ce type de délinquance. Mais la réalité est que, les quartiers populaires sont complètement laissés à l'abandon.

Les raisons profondes de la persistance de l'insécurité dans les quartiers populaires, c'est la pauvreté grandissante. C'est la misère et le chômage chronique qui poussent les jeunes vers le désœuvrement et la délinquance. Mais sur ce terrain-là, c'est-à-dire sur l'amélioration des conditions d'existence de la majorité des habitants, on ne peut compter sur la volonté des gens du pouvoir qui n'ont d'yeux que pour les intérêts des classes riches.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE L'AGENCE EMPLOI-JEUNES

Depuis le lundi 4 septembre, les travailleurs de l'agence emploi-jeunes, agence censée trouver du boulot aux jeunes, sont entrés en grève. Ils revendiquent le reversement de la prime trimestrielle qui leur a été suspendue depuis octobre 2016, une assurance maladie à 100% pour tous et une amélioration de salaires.

La grève a été déclenchée après plusieurs tentatives de négociation qui se sont soldées par des échecs.

Ce ministre qui prétend faire de l'emploi-jeunes l'une de ses priorités se comporte comme un vulgaire patron de la zone industrielle de Yopougon.

LES EXPLOITEURS !

Les travailleurs de la Société des Ciments d'Abidjan (SCA) située au port de Treichville sont en grève depuis le 12 septembre.

Ils sont au nombre de150. Ils ont présenté toute une liste de revendications portant aussi bien sur la sécurité et la santé, que l'amélioration des conditions de travail et la situation des journaliers qui sont de plus en plus nombreux dans cette entreprise.

La Direction reste pour l'instant muette. Les travailleurs de leur côté tiennent bons et sont prêts à reconduire cette grève initialement prévue pour 72 heures.

La SCA produit en moyenne 3500 tonnes de ciment par jour. On peut donc estimer son profit moyen journalier à environ 50 millions de francs. Ce qui représente plus de 300 milles francs par jour et par travailleurs, sachant que la plupart d'entre eux ne perçoivent même pas 3000 Fr par jour !

Il suffit de respirer la poudre de ciment dans l'air ambiant autour de la cimenterie pour imaginer les conditions de travail pénible dans laquelle travaillent ces ouvriers qui y sont enfermés à longueur de journée.

La Direction pourrait investir pour améliorer leurs conditions de travail. Mais comme tout capitaliste, elle ne fait rien sans y être contraint et forcé, tellement elle considère les travailleurs comme ses esclaves !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DARLING : IL EST TEMPS QUE LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE

La SFMC (Société de Fabrication de Mèches et de Cheveux) dont le nom de marque connu est Darling est une entreprise qui fabrique différents types de mèches. Dans cette entreprise, les patrons utilisent n'importe quel prétexte pour renvoyer. Un travailleur qui baille, un carton qui est mal placé, un ouvrier qui regarde son portable pour voir l'heure ou qui discute avec son voisin de travail, etc. Tout est prétexte à renvoi.

Cette fois ci, c'est une ouvrière qui vient de faire les frais. Elle avait mal au ventre. Malheureusement, les W.C étaient tous occupés, elle s'est assise pour attendre, lorsque la patronne l'a trouvée là. Elle a été accusée de voler sur le temps de travail et renvoyée.

Même pas un avertissement ou une demande d'explication ! Jetée de la sorte à la rue, c'est révoltant mais ça montre le mépris de cette direction pour ces salariés !

DARLING : DES EMBAUCHES À COMPTE-GOUTTES, ÇA NE SUFFIT PAS !

Le patron vient enfin d'embaucher deux travailleurs après deux ans sans aucune embauche. Pourtant, il y a plusieurs centaines de journaliers qui ont 5, 10, 15 ans d'ancienneté. Ils attendent depuis toutes ces années qu'on régularise leur situation.

Mais pour les patrons, maintenir ces travailleurs dans la précarité leur permet de s'en débarrasser à n'importe quel moment et sous n'importe que prétexte !

CARENA : LES TRAVAILLEURS DE RMO RÉCLAMENT LEURS DROITS

La CARENA (Compagnie Abidjanaise de Réparation Navale) s'occupe de la réparation des bateaux et de leurs déchargements. Sur ce site, il existe plusieurs entreprises, la RMO (Relation Main d'œuvre) chargée du recrutement et du travail temporaire.

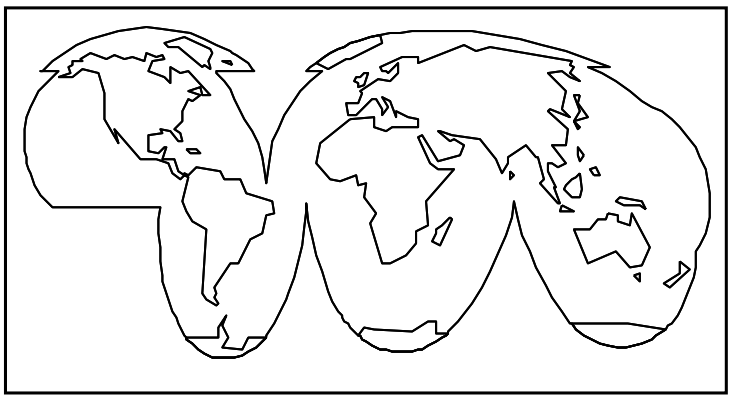
Depuis 2000 que les premiers ouvriers ont commencé à travailler, ils n'étaient pas déclarés à la CNPS. Ce n'est qu'en 2015 que la régularisation a été faite. Cela n'a d'ailleurs été possible qu'à la suite de la cession d'une partie de ce personnel à une autre société. Mais une de leur revendication, c'est que les années de cotisation de 2000 à 2015 doivent figurer à la CNPS puisque des prélèvements ont été faits sur leur salaire.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Des lettres de préavis avaient été remises aux salariés. Ils avaient droit à un solde de tout compte et à partir de 2015, ils signaient un nouveau contrat. Mais depuis lors, on ne leur a pas payé de droits et ils ne voient pas figurer leur ancienneté sur leurs documents. Sollicitée à plusieurs reprises, leur patron, la société RMO ne leur donne pas de réponse satisfaisante !

C'est ainsi que ces gens-là traitent leurs employés. Qu'ils ne s'étonnent pas lorsque des coups de colère éclatent !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.